|  |  |
| --- | --- |
| affaires générales et politique  general affairs and policy  Doc. prél. No 4 B — révisé  Prel. Doc. No 4 B — revised  juin / June 2014 | logo_04 |

**PROJET DE PROFIL D’ÉTAT – RÉVISÉ**

**ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES PAR DES JURIDICTIONS NATIONALES ET ÉTRANGÈRES : LÉGISLATION, RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION, ET AUTRES RESSOURCES**

*proposé par le Bureau Permanent*

**\* \* \***

**DRAFT COUNTRY PROFILE – REVISED**

**NATIONAL AND FOREIGN PROTECTION ORDERS: LEGISLATION, RECOGNITION AND ENFORCEMENT AND OTHER RESOURCES**

*proposed by the Permanent Bureau*

*Document préliminaire No 4 B (révisé) de juin 2014 à l’attention*

*du Conseil d’avril 2014 sur les affaires générales et la politique de la Conférence*

*Preliminary Document (revised) No 4 B of June 2014 for the attention*

*of the Council of April 2014 on General Affairs and Policy of the Conference*

**PROJET DE PROFIL D’ÉTAT – RÉVISÉ**

**ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES PAR DES JURIDICTIONS NATIONALES ET ÉTRANGÈRES : LÉGISLATION, RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION, ET AUTRES RESSOURCES**

*proposé par le Bureau Permanent*

**\* \* \***

**DRAFT COUNTRY PROFILE – REVISED**

**NATIONAL AND FOREIGN PROTECTION ORDERS: LEGISLATION, RECOGNITION AND ENFORCEMENT AND OTHER RESOURCES**

*proposed by the Permanent Bureau*

**INTRODUCTION AU PROJET DE PROFIL D’ÉTAT**

**ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES PAR DES JURIDICTIONS NATIONALES ET ÉTRANGÈRES : LÉGISLATION, RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION, ET AUTRES RESSOURCES**

Le présent projet de Profil d’État a été établi conformément au mandat confié en 2013 par le Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence de La Haye sur le thème de la « Reconnaissance et [de l’]exécution des ordonnances de protection rendues par des juridictions civiles étrangères » :

« Le Conseil salue les activités menées par le Bureau Permanent et l’invite à poursuivre ses travaux exploratoires, notamment en menant des recherches comparatives (comprenant l’élaboration d’un Profil d'État) et études complémentaires sur la faisabilité d’un futur instrument. Le Bureau Permanent peut, si ses ressources le lui permettent, constituer un groupe d’experts chargé d’aider à mener à bien ces travaux. »[[1]](#footnote-1)

Des Profils d’État ont été établis en vertu de plusieurs autres Conventions de La Haye[[2]](#footnote-2). Toutefois, leur élaboration a en général suivi l’adoption ou l’entrée en vigueur d’un instrument en particulier. Les États contractants, les autorités nationales et d’autres acteurs concernés par le fonctionnement des Conventions de La Haye ont estimé que le Profil d’État constituait un outil précieux facilitant l’accès aux informations relatives au droit et aux procédures étrangers, ainsi qu’à d’autres informations nationales associées à une Convention spécifique, en vue de contribuer au fonctionnement effectif de l’instrument.

Le présent projet de Profil d’État répond à deux objectifs. Tout d’abord, s’il est renseigné par des États ou territoires, il donnera un aperçu comparatif de cette branche du droit. Les informations relatives au droit interne demandées dans le cadre du projet de Profil d’État se fondent sur les réponses au Questionnaire de 2012 sur les ordonnances civiles de protection que les Membres de la Conférence de La Haye ont envoyées[[3]](#footnote-3). Ensuite, le projet de Profil d’État cherche à apporter des informations essentielles aux États, aux autorités gouvernementales compétentes (par ex., membres du pouvoir judiciaire, personnes chargées de l’exécution) et aux particuliers / au public, de façon à faciliter la reconnaissance et l’exécution transfrontières des ordonnances de protection rendues par des juridictions étrangères et à favoriser la coopération internationale à cet égard. Une version ultérieure de ce projet de Profil d’État pourrait être utilisée comme outil aux fins de l’interprétation ou du bon fonctionnement d’un instrument international contraignant ou non ou de mécanismes portant sur les ordonnances de protection.

La version initiale du présent document a servi de support de réflexion aux fins de la réunion du Groupe d’experts sur la reconnaissance et l’exécution des ordonnances de protection rendues par des juridictions civiles étrangères (les 12 et 13 février 2014). L’ordre du jour de la réunion contenait des références à des sections spécifiques du projet de Profil d’État afin d’alimenter les discussions entre experts.

|  |  |
| --- | --- |
| **Identification** | |
| Nom de l’État (ou le cas échéant, de l’unité territoriale) : | CANADA - Province de l'Alberta |
| **Informations pour les besoins du suivi** | |
| Nom et fonction de la personne à contacter : | Marleen Poon, Avocate |
| Nom de l’Autorité / du Bureau : | Justice et Solliciteur Général (Alberta), Réforme législative |
| Numéro de téléphone : | + 780-427-2373 |
| Adresse électronique : | marleen.poon@gov.ab.ca |

**PROJET DE PROFIL D’ÉTAT – ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES PAR DES JURIDICTIONS NATIONALES ET ÉTRANGÈRES : LÉGISLATION, RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION, ET AUTRES RESSOURCES**

**PARTIE I : AUTORITÉS CENTRALES[[4]](#footnote-4)**

|  |
| --- |
| 1. COORDONNÉES DE L’AUTORITÉ CENTRALE |
| a. Organisation :  b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d. Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h. Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |
| --- |
| 2. AUTRE AUTORITÉ CENTRALE (LE CAS ÉCHÉANT) |
| Ajoutez des feuillets s'il existe plus de deux Autorités centrales désignées dans votre État ou territoire.  a. Organisation :  b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d. Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h. Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |  |
| --- | --- |
| 3. EXIGENCES LINGUISTIQUES | |
| 1. Votre État ou territoire exige-t-il que toutes les demandes et les documents y afférents soient accompagnés d’une traduction ? Si oui, dans quelle langue ? | * Oui * Dans la langue officielle de votre État ou territoire. Précisez : * Dans une autre langue. Précisez : * Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Si votre État ou territoire a plusieurs langues officielles et ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l’ensemble de l’État ou du territoire les documents établis dans l’une de ces langues, précisez la langue dans laquelle les documents doivent être rédigés ou traduits afin d’être présentés dans certaines parties de l’État ou du territoire. |  |

|  |  |
| --- | --- |
| 4. FONCTIONNEMENT DE L’AUTORITÉ CENTRALE | |
| Répondez pour chaque Autorité centrale s’il y a plus d’une Autorité centrale désignée dans votre État ou territoire (ajoutez des feuillets). | |
| 1. Quels sont les jours et horaires d'ouverture de l'Autorité centrale ? | Jours d’ouverture :  Heure d’ouverture :  Heure de fermeture :  Périodes de fermeture (par ex., jours fériés, fermeture du tribunal) : |
| 1. Est-il possible de joindre l’Autorité centrale en dehors des horaires d'ouverture en cas d'urgence ? | * Oui   Précisez les coordonnées auxquelles elle peut alors être contactée, si celles-ci diffèrent des précédentes :   * Non |

**PARTIE II : EXÉCUTION[[5]](#footnote-5) DES ORDONNANCES DE PROTECTION NATIONALES RENDUES PAR DES AUTORITÉS JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES OU PAR D’AUTRES AUTORITÉS COMPÉTENTES**

|  |
| --- |
| 1. AUTORITÉS COMPÉTENTES CHARGÉES DE L’EXÉCUTION |
| 1.1. coORDONNÉES DE L’AUTORITÉ COMPÉTENTE CHARGÉE DE L’EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PROTECTION NATIONALES |
| Policiers |
| Huissiers |
| Autorité administrative |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d. Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h. Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |
| --- |
| 1.2. coORDONNÉES D’UNE AUTRE AUTORITÉ COMPÉTENTE CHARGÉE DE L’EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PROTECTION NATIONALES (LE CAS ÉCHÉANT) |
| Ajoutez des feuillets s’il existe plus de deux autorités compétentes chargées de l’exécution dans votre État ou territoire.  Policiers |
| Huissiers |
| Autorité administrative |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |  |
| --- | --- |
| 1.3. FONCTIONNEMENT DES AUTORITÉS COMPÉTENTES CHARGÉES DE L’EXÉCUTION | |
| Répondez pour chaque autorité compétente chargée de l’exécution s’il en existe plusieurs dans votre État ou territoire (ajoutez des feuillets). | |
| a. Quels sont les jours et horaires d’ouverture de l’autorité compétente chargée de l’exécution ? | Jours d’ouverture :  Heure d’ouverture :  Heure de fermeture :  Périodes de fermeture (par ex.*,* jours fériés, fermeture du tribunal) : |
| b. Est-il possible de joindre l’autorité en dehors des heures d’ouverture en cas d’urgence ? | * Oui   Précisez les coordonnées auxquelles elle peut alors être contactée, si celles-ci diffèrent des précédentes :   * Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 1.4. organisations OU ORGANES PRÊTANT ASSISTANCE AU DEMANDEUR | |
| Existe-t-il d’autres organisations ou organes prêtant assistance à la personne sollicitant une protection en vue de l’exécution d’une ordonnance de protection ?  (voir aussi l’annexe I) | * Oui. Précisez, en indiquant les coordonnées complètes : * Non |

|  |  |
| --- | --- |
| **2. CONDITIONS D’EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PROTECTION NATIONALES** | |
| 2.1. Les ordonnances de protection nationales peuvent-elles être exécutées sur simple présentation de l’ordonnance de protection à la personne chargée de l’exécution ? | Oui, l’ordonnance de protection suffit (décision établissant l’ordonnance de protection) |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| Précisez les conditions de l’exécution : - veuillez entrer le texte ici - |
| 2.2. Quelles sont les sanctions applicables en cas de violation d’une ordonnance de protection dans votre État ou territoire ? (cochez toutes les cases applicables et précisez s’il s’agit de sanctions civiles, pénales ou autres) | Arrestation (et détention / incarcération) |
| Précisez : Ordonnances de protection aux termes du Protection Against Family Violence Act : http://www.qp.alberta.ca/1266.cfm?page=p27.cfm&leg\_type=Acts&isbncln=9780779776665  Les sanctions obligatoires sont énoncées à l'article 13.1 :  [TRADUCTION](1) La personne qui  (a) contrevient à une disposition d'une ordonnance de protection, autre qu'une disposition mentionnée à l'alinéa 4(2)d) [versement d'une somme], ou ne l'observe pas, ou  (b) gêne ou entrave une personne qui exerce un droit ou un pouvoir ou qui s'acquitte d'une tâche ou d'une fonction aux termes d'une disposition d'une ordonnance de protection,  et qui a connaissance de fait de la disposition prévue à l'article 5, est coupable d'une infraction.  (2) Quiconque commet l'infraction prévue aux alinéas (1)a) ou b) est passible  a) pour une première infraction, d'une amende maximale de 5 000 $ et d'un emprisonnement maximal de 90 jours, ou les deux  b) pour une deuxième infraction, d'un emprisonnement minimal de 14 jours et maximal de 18 mois, et  c) pour une infraction subséquente, d'un emprisonnement minimal de 30 jours et maximal de 24 mois.  Les violations d'ordonnances d'interdiction (rendues en vertu de la compétence inhérente de la Cour du Banc de la Reine) peuvent faire l'objet de recours pour outrage civil, y compris des amendes ou des peines d'emprisonnement (voir la règle 10.53 des Alberta Rules of Court) |
| Sanctions pécuniaires |
| Précisez : Voir ci-dessus au sujet des amendes. |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 2.3. Les personnes chargées de l’exécution bénéficient-elles d’une exonération de responsabilité pour l’action ou l’omission de bonne foi dans le cadre de l’exécution d’ordonnances de protection ? | Oui |
| Précisez : Voir l'article 12 du Protection Against Family Violence Act : http://www.qp.alberta.ca/1266.cfm?page=p27.cfm&leg\_type=Acts&isbncln=9780779776665 |
| Non |
| 2.4. Votre État ou territoire exploite-t-il des registres ou bases de données électroniques au niveau local, régional ou national enregistrant les ordonnances de protection exécutoires à l’intention des personnes chargées de l’application de la loi ou d’autres autorités ? | Oui |
| Précisez : La Gendarmerie royale du Canada et les services policiers municipaux se servent du registre des ordonnances d'interdiction de la base de données nationale du Centre d'information de la police canadienne (CIPC). |
| Non |
| 2.5. Est-il fait usage de bracelets électroniques, dispositifs de localisation GPS et autres techniques prévues aux fins de l’exécution des ordonnances de protection ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |

**PART IE III : EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES À L’ÉTRANGER PAR DES AUTORITÉS JUDICIAIRES OU ADMINISTRATIVES OU PAR D’AUTRES AUTORITÉS COMPÉTENTES**

**Les réponses aux questions de la section 1 sont identiques à celles de la partie II, section 1 (le cas échéant, passez à la partie III, section 2).**

|  |
| --- |
| 1. AUTORITÉS COMPÉTENTES CHARGÉES DE L’EXÉCUTION |
| 1.1. COORDONNÉES DE L’AUTORITÉ COMPÉTENTE CHARGÉE DE L’EXÉCUTION Des ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES À L’ÉTRANGER |
| Policiers |
| Huissiers |
| Autorité administrative |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |
| --- |
| 1.2. coORDONNÉES D’UNE AUTRE AUTORITÉ COMPÉTENTE CHARGÉE DE L’EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES À L’ÉTRANGER (LE CAS ÉCHÉANT) |
| Ajoutez des feuillets s’il existe plus de deux autorités compétentes chargées de l’exécution dans votre État ou territoire.  Policiers |
| Huissiers |
| Autorité administrative |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |  |
| --- | --- |
| 1.3 FONCTIONNEMENT DES AUTORITÉS COMPÉTENTES CHARGÉES DE L’EXÉCUTION | |
| Répondez pour chaque autorité compétente chargée de l’exécution s’il en existe plusieurs dans votre État ou territoire (ajoutez des feuillets). | |
| a. Quels sont les jours et horaires d’ouverture de l’autorité compétente chargée de l’exécution ? | Jours d’ouverture :  Heure d’ouverture :  Heure de fermeture :  Périodes de fermeture (par ex.*,* jours fériés, fermeture du tribunal) : |
| b. Est-il possible de joindre l’autorité en dehors des heures d’ouverture en cas d’urgence ? | * Oui   Précisez les coordonnées auxquelles elle peut alors être contactée, si celles-ci diffèrent des précédentes :   * Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 1.4. organisations ou ORGANES PRÊTANT ASSISTANCE AU DEMANDEUR | |
| Existe-t-il d’autres organisations ou organes prêtant assistance à la personne sollicitant une protection en vue de l’exécution d’une ordonnance de protection ?  (voir aussi l’annexe I) | * Oui. Précisez, en indiquant les coordonnées complètes : * Non |

**Les réponses aux questions de la section 2 sont identiques à celles de la partie II, section 2 (le cas échéant, passez à la partie IV).**

|  |  |
| --- | --- |
| **2. CONDITIONS D’EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES À L’ÉTRANGER** | |
| 2.1. Les ordonnances de protection rendues à l’étranger peuvent-elles être exécutées sur simple présentation de l’ordonnance ou du Certificat de titre exécutoire standard publié par la Conférence de La Haye à la personne chargée de l’exécution ? Précisez s’il est nécessaire de faire enregistrer l’ordonnance étrangère au préalable. | 🞎 Oui, le Certificat de titre exécutoire standard publié par la Conférence de La Haye suffit. |
| Oui, l’ordonnance de protection rendue à l’étranger suffit (décision établissant l’ordonnance de protection) |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| Précisez les conditions de l’exécution : - veuillez entrer le texte ici - |
| 2.2. Quelles sont les sanctions applicables en cas de violation d’une ordonnance de protection rendue à l’étranger dans votre État ou territoire ? (cochez toutes les cases applicables et précisez s’il s’agit de sanctions civiles, pénales ou autres) | Arrestation (et détention / incarcération) |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Sanctions pécuniaires |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 2.3. Les personnes chargées de l’exécution bénéficient-elles d’une exonération de responsabilité pour l’action ou l’omission de bonne foi dans le cadre de l’exécution d’ordonnances de protection rendues à l’étranger ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| 2.4. Votre État ou territoire exploite-t-il des registres ou bases de données électroniques au niveau local, régional ou national enregistrant les ordonnances de protection rendues à l’étranger exécutoires à l’intention des personnes chargées de l’application de la loi ou d’autres autorités ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| 2.5. Est-il fait usage de bracelets électroniques, dispositifs de localisation GPS et autres techniques prévues aux fins de l’exécution des ordonnances de protection rendues à l’étranger ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |

**PARTIE IV : RECONNAISSANCE ET EXEQUATUR OU ENREGISTREMENT AUX FINS D’EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES À L’ÉTRANGER**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. législation associée | |
| Votre État ou territoire dispose-t-il actuellement de lois (y compris des règles de droit international privé) prévoyant la reconnaissance et l’exequatur ou l’enregistrement aux fins d’exécution des ordonnances de protection rendues à l’étranger ? | Oui |
| Décrivez-les :  - veuillez entrer le texte ici - |
| Donnez les liens vers les sites web y afférents, le cas échéant : - veuillez entrer le texte ici - |
| Commentez les caractéristiques particulières éventuelles de ces lois visant à protéger rapidement les personnes en danger en contexte transfrontière : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non (passez directement à la partie IV, section 7) |

|  |
| --- |
| 2. AUTORITÉS COMPÉTENTES |
| 2.1. coORDONNÉES DE L’AUTORITÉ COMPÉTENTE CHARGÉE DE LA RECONNAISSANCE et de l’exequatur ou de l’enregistrement aux fins d’exécution des ordonnances de protection rendues à l’étranger |
| Autorité judiciaire |
| Autorité administrative |
| Autre autorité |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |
| --- |
| 2.2. coORDONNÉES D’UNE autre AUTORITÉ COMPÉTENTE CHARGÉE DE LA RECONNAISSANCE et de l’exequatur ou de l’enregistrement aux fins d’exécution des ordonnances de protection rendues à l’étranger (le cas échéant) |
| Ajoutez des feuillets s’il existe plus de deux autorités compétentes dans votre État ou territoire.  Autorité judiciaire |
| Autorité administrative |
| Autre autorité |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |  |
| --- | --- |
| 2.3. EXIGENCES LINGUISTIQUES relatives aux demandes adressées aux autorités compétentes | |
| Répondez pour chaque autorité compétente s’il en existe plusieurs dans votre État ou territoire (ajoutez des feuillets). | |
| 1. Votre État ou territoire exige-t-il que toutes les demandes étrangères et les documents y afférents en vue de la reconnaissance et de l’exequatur ou de l’enregistrement aux fins d’exécution soient accompagnés d’une traduction ? Si oui, dans quelle langue ? | * Oui   + Dans la langue officielle de votre État ou territoire. Précisez :   + Dans une autre langue. Précisez : * Non |
| 1. Si votre État ou territoire a plusieurs langues officielles et ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l’ensemble de l’État ou du territoire les documents établis dans l’une de ces langues, précisez la langue dans laquelle les documents doivent être rédigés ou traduits afin d’être présentés dans certaines parties de l’État ou du territoire. |  |

|  |  |
| --- | --- |
| 2.4. FONCTIONNEMENT DES AUTORITÉS COMPÉTENTES | |
| Répondez pour chaque autorité compétente s’il en existe plusieurs dans votre État ou territoire (ajoutez des feuillets). | |
| a. Quels sont les jours et horaires d’ouverture de l’autorité compétente ? | Jours d’ouverture :  Heure d’ouverture :  Heure de fermeture :  Périodes de fermeture (par ex.*,* jours fériés, fermeture du tribunal) : |
| b. Est-il possible de joindre l’autorité en dehors des heures d’ouverture en cas d’urgence ? | * Oui   Précisez les coordonnées auxquelles elle peut alors être contactée, si celles-ci diffèrent des précédentes :   * Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 2.5. organisations ou ORGANES PRêtant assistance au demandeur | |
| Existe-t-il d’autres organisations ou organes prêtant assistance au demandeur en vue de la reconnaissance et de l’exécution d’une ordonnance de protection rendue à l’étranger ?  (voir aussi l’annexe I) | * Oui. Précisez, en indiquant les coordonnées complètes : * Non |

|  |  |
| --- | --- |
| **3.** **INFORMATIONS NÉCESSAIRES À L’INTRODUCTION DE DEMANDES DE RECONNAISSANCE ET D’EXEQUATUR OU D’ENREGISTREMENT AUX FINS D’EXÉCUTION DES ORDONNANCES DE PROTECTION RENDUES À L’ÉTRANGER** | |
| 3.1. Quelles sont les informations requises dans le cadre d’une demande de reconnaissance et d’exequatur ou d’enregistrement aux fins d’exécution d’une ordonnance de protection rendue à l’étranger ? (cochez toutes les cases applicables) | Concernant la personne sollicitant une protection (demandeur) :   * Nom et prénom * Date et / ou lieu de naissance * Numéro d’identification personnel (tel que numéro de sécurité sociale ou numéro de passeport) * Adresse postale * Téléphone, courriel et autres coordonnées * Nationalité(s) * Autre. Précisez :   Concernant la personne à l’origine du risque (défendeur) :   * Nom et prénom * Date et / ou lieu de naissance * Numéro d’identification personnel (tel que numéro de sécurité sociale ou numéro de passeport) * Adresse postale * Téléphone, courriel et autres coordonnées * Nationalité(s) * Autre. Précisez :   Concernant l’autorité émettrice :   * Nom * Adresse postale * Téléphone, courriel et autres coordonnées * Numéro de référencement interne de l’affaire * Autre. Précisez :   Concernant l’ordonnance de protection :   * Informations sur les catégories de mesures comprises dans l’ordonnance de protection * Date de prise d’effet de l’ordonnance de protection * Durée de l’ordonnance de protection * Noms des parties à l’ordonnance de protection * Caractère renouvelable de l’ordonnance de protection * Autre. Précisez :   Autres informations :  Précisez : |
| 3.2. Quels sont les documents requis dans le cadre de la reconnaissance et de l’exequatur ou de l’enregistrement aux fins d’exécution d’une ordonnance de protection rendue à l’étranger ? (cochez toutes les cases applicables) | Texte intégral de l’ordonnance |
| Copie intégrale de l’ordonnance certifiée par l’autorité compétente de l’État d’origine |
| Résumé ou extrait de l’ordonnance établi par l’autorité compétente de l’État d’origine, en remplacement du texte intégral de l’ordonnance |
| Document attestant que la décision est exécutoire dans l’État d’origine |
| Si l’ordonnance de protection a été rendue par défaut de comparution dans l’État d’origine, un ou plusieurs documents attestant, selon le cas, que le défendeur a correctement été informé de la procédure et a pu être entendu, ou que le défendeur a été correctement informé de la décision et a pu la contester ou former appel en fait et en droit |
| Tout autre document pertinent |
| Précisez : -veuillez entrer le texte ici - |
| 3.3. Votre État ou territoire dispose-t-il d’un formulaire obligatoire ou recommandé pour les demandes de reconnaissance et d’exécution d’ordonnances de protection ? | * Oui, le formulaire standard publié par la Conférence de La Haye |
| Oui |
| Joignez un exemplaire de ce formulaire et / ou donnez le lien vers un site web où il peut être téléchargé :  - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| 3.4. Votre État ou territoire accepte-t-il les demandes et documents y afférents transmis par voie électronique ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| 3.5. Quel est le délai moyen entre l’introduction d’une demande et la finalisation de la procédure de reconnaissance et d’exequatur ou d’enregistrement aux fins d’exécution (appels exclus) ? | Moins de 24 heures |
| Entre 2 et 3 jours |
| Moins d’une semaine |
| Entre 1 et 4 semaines |
| Entre 4 et 6 semaines |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 3.6. Le bien-fondé d’une ordonnance de protection peut-il être reconsidéré lors des procédures de reconnaissance et d’exequatur ou d’enregistrement aux fins d’exécution ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| 3.7. La reconnaissance et l’exequatur ou l’enregistrement aux fins d’exécution d’une partie séparable d’une ordonnance de protection sont-ils possibles dans votre État ou territoire ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |

|  |  |
| --- | --- |
| **4. PERSONNES AUTORISÉES À DEMANDER LA RECONNAISSANCE ET L’EXÉCUTION** | |
| Qui peut demander la reconnaissance et l’exécution d’une ordonnance de protection rendue à l’étranger ? (cochez toutes les cases applicables) | Personne sollicitant une protection |
| Représentant ou avocat de la personne sollicitant une protection |
| Précisez les critères applicables : |
| - veuillez entrer le texte ici - |
| Toute partie intéressée |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |

|  |  |
| --- | --- |
| **5. TYPOLOGIE ET CARACTÉRISTIQUES DES ORDONNANCES DE PROTECTION POUVANT ÊTRE RECONNUES ET EXÉCUTÉES DANS VOTRE ÉTAT OU TERRITOIRE** | |
| * 1. Quelles sont les catégories de comportements pour lesquels des ordonnances de protection rendues à l’étranger peuvent être reconnues et exécutées dans votre État ou territoire ? (cochez toutes les cases applicables) | Communiquer ou prendre contact avec la personne protégée |
| en personne |
| par l’intermédiaire d’un tiers |
| par courrier |
| par courriel |
| par téléphone |
| par d’autres moyens |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Approcher ou se trouver physiquement à proximité de la personne protégée |
| Distance de sécurité ?   - veuillez entrer le texte ici - |
| Harceler la personne protégée |
| Nuire à la personne protégée |
| Se tenir dans un certain rayon d’un lieu déterminé |
| Expliquez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Transmettre ou diffuser des données personnelles ou des photos de la personne protégée |
| Posséder des armes |
| Comportements laissés à la discrétion du juge ou de l’autorité compétente selon le cas |
| Inciter des tiers à adopter des comportements à l’encontre de la personne protégée qui, s’ils étaient le fait du défendeur, seraient interdits par une ordonnance de protection |
| Autres comportements spécifiques |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| * 1. Pour quelles catégories de personnes des ordonnances de protection peuvent-elles être reconnues et exécutées dans votre État ou territoire ? (cochez toutes les cases applicables) | Personnes mariées |
| Personnes divorcées |
| Personnes en instance de divorce |
| Femmes uniquement |
| Couples non mariés |
| Membres d’une famille |
| Colocataires |
| Enfants de la personne devant faire l’objet d’une protection |
| Autres parents de la personne devant faire l’objet d’une protection |
| Personnes n’entretenant aucune relation intime et ne vivant pas sous le même toit |
| Autres personnes |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| * 1. À l’encontre de quelles personnes des ordonnances de protection rendues à l’étranger  peuvent-elles être reconnues et exécutées dans votre État ou territoire ? (cochez toutes les cases applicables) | Auteur ou auteur présumé |
| Membres de la famille de l’auteur principal ou présumé |
| Autres personnes |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| * 1. D’autres paramètres figurant dans l’ordonnance de protection rendue à l’étranger, directement ou indirectement liés à la sécurité immédiate de la personne protégée, peuvent-ils également être reconnus ou exécutés dans votre État ou territoire ? | Oui |
| Dispositions octroyant des aliments à titre temporaire |
| Dispositions attribuant la garde temporaire d’un enfant |
| Protection des biens |
| Dispositions obligeant l’auteur à se faire soigner |
| Compensation pécuniaire du préjudice subi par la personne protégée |
| Saisie des biens du défendeur |

|  |  |
| --- | --- |
|  | Autre. |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| * 1. Quelle est la durée des ordonnances de protection rendues à l’étranger  pouvant être reconnues et exécutées dans votre État ou territoire ? (cochez toutes les cases applicables) | Ordonnances d’une durée minimale |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Ordonnances d’une durée maximale |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Ordonnances d’une durée déterminée |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Ordonnances d’une durée laissée à la discrétion des autorités judiciaires et autres autorités compétentes les établissant |
| Ordonnances renouvelables |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Ordonnances non renouvelables |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Ordonnances à vie ou à durée indéterminée |
| * 1. Votre État ou territoire reconnaît et exécute-t-il les ordonnances de protection rendues à l’étranger et considérées comme provisoires ou d’urgence (par opposition à celles ayant un caractère plus permanent) ? | Oui |
| Décrivez le traitement spécifique réservé à ces ordonnances, le cas échéant : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 6. MOTIFS DE REFUS DE RECONNAISSANCE ET d’EXEQUATUR OU d’ENREGISTREMENT AUX FINS D’EXÉCUTION D’une ordonnance de protection rendue à l’étranger | |
| Quels sont les motifs de refus de reconnaissance et d’exequatur ou d’enregistrement aux fins d’exécution d’une ordonnance de protection rendue à l’étranger ? (cochez toutes les cases applicables) | Révision des chefs de compétence de l’autorité émettrice compétente |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Reconnaissance et / ou exécution manifestement incompatible(s) avec l’ordre public de votre État ou territoire |
| Fraude en lien avec une question de procédure lors de l’obtention de l’ordonnance de protection |
| Procédures en cours entre les mêmes parties et au même motif devant une autorité de votre État ou territoire ; ces procédures ont été instituées en premier |
| Ordonnance de protection incompatible avec une ordonnance rendue entre les mêmes parties et au même motif, dans votre État ou territoire ou dans un autre État. Cette dernière ordonnance remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exequatur ou à son enregistrement aux fins d’exécution dans votre État ou territoire. |

|  |  |
| --- | --- |
|  | Dans une affaire où l’ordonnance de protection a été rendue par défaut de comparution dans l’État d’origine, le défendeur n’a pas été correctement informé de la procédure et n’a pas pu être entendu ; il n’a pas été correctement informé de l’ordonnance et n’a pas pu la contester ou former appel en fait et en droit. |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |

|  |  |
| --- | --- |
| 7. ORDONNANCES DE PROTECTION DANS LE CADRE DE LA CONVENTION ENLÈVEMENT D’ENFANTS DE 1980 ET DE LA CONVENTION PROTECTION DES ENFANTS DE 1996 | |
| 7.1. Votre État est-il Partie à la Convention Enlèvement d’enfants de 1980 ?  *(Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants)* | Oui |
| Non |
| 7.2. Si oui, indiquez les mécanismes utilisés dans votre État ou territoire aux fins de la reconnaissance et de l’exécution d’une ordonnance de protection rendue à l’étranger en vue de protéger un parent accompagnant lors du retour d’un enfant ordonné en vertu de la Convention Enlèvement d’enfants de 1980(cochez toutes les cases applicables). | Ordonnances miroirs |
| Engagements volontaires |
| Reconnaissance et exécution d’ordonnances de protection rendues à l’étranger en vertu d’un autre instrument international |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Reconnaissance et exécution d’ordonnances de protection rendues à l’étranger en vertu du droit interne (y compris des règles de droit international privé) |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 7.3. Si votre État est également Partie à la Convention Protection des enfants de 1996 *(Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants),* des dispositions de cette Convention (par ex., l’art. 11 relatif aux mesures de protection nécessaires en cas d’urgence) sont-elles utilisées afin de protéger un parent accompagnant lorsqu’une autorité compétente de votre État ou territoire délivre une ordonnance prévoyant le retour d’un enfant en vertu de la Convention Enlèvement d’enfants de 1980 ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 8. INSTRUMENTS bilatéraux, régionaux et internationaux | |
| 8.1. Énumérez les instruments bilatéraux, régionaux et internationaux ou mécanismes de coopération ayant trait à la reconnaissance et à l’exécution des ordonnances de protection rendues à l’étranger qui lient ou lieront votre État ou territoire (outre ceux déjà mentionnés dans la partie IV, section 1) : | - veuillez entrer le texte ici - |
| 8.2. Commentez les caractéristiques particulières éventuelles de ces instruments ou mécanismes de coopération visant à protéger rapidement les personnes en danger en contexte transfrontière : | - veuillez entrer le texte ici - |

partIE V : régimes d’ordonnances de protection / CATégories d’ordonnances pouvant être rendues dans votre état ou territoire et demandes d’établissement d’ordonnances de protection nationales

|  |  |
| --- | --- |
| 1. législation sur les ordonnances de protection nationales | |
| * 1. Votre État ou territoire dispose-t-il actuellement de régimes d’ordonnances de protection ?   (ajoutez des feuillets s’il existe plus d’une catégorie d’ordonnance de protection dans votre État ou territoire) | Non |
| Oui |
| Donnez la référence du régime d’ordonnances de protection en place, avec la date et l’intitulé de la législation ou de la jurisprudence correspondante : L'Alberta Protection Against Family Violence Act est entrée en vigueur en 1999. Cette loi protège tous les membres de la famille contre la violence familiale. La définition de « membres de la famille » comprend les personnes âgées, les femmes, les hommes et les enfants, qu'ils habitent ensemble ou non. Aux termes de cette loi, les « ordonnances de protection » comprennent les ordonnances de protection d'urgence et les ordonnances du Banc de la Reine (ordonnances de protection non urgentes). Cette loi a été officiellement revue et est évaluée de façon régulière.  La Cour du Banc de la Reine de l'Alberta (cour supérieure) possède aussi une compétence inhérente lui permettant d'accorder des injonctions en matière civile. À cette fin, la règle 12.33 des Alberta Rules of Court prévoit la procédure de demande d'une ordonnance d'interdiction dans le cadre d'instances relevant du droit de la famille. Si une ordonnance d'interdiction est émise, ces règles prévoient la forme de l’ordonnance, qui varie selon que la demande a été faite sans préavis (formule FL-30) ou avec préavis (formule FL-31) au défendeur. |
| Donnez les liens des sites web où figure cette législation ou cette jurisprudence, le cas échéant : Le Protection Against Family Violence Act peut être consulté à l'adresse suivante : www.qp.alberta.ca/Laws\_Online.cfm  Les Alberta Rules of Court peuvent être consultées à l'adresse suivante :  www.qp.alberta.ca/Laws\_Online.cfm |
| Le régime d’ordonnances de protection, du point de vue de votre État ou territoire, est réputé revêtir un caractère :  - veuillez entrer le texte ici - |
| Civil |
| Administratif |
| Pénal |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |

|  |  |
| --- | --- |
| * 1. Si un ou des régimes d’ordonnances de protection existent dans votre État ou territoire, des modifications de ce(s) régime(s) sont-elles envisagées ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| * 1. Si aucun régime d’ordonnance de protection n’est en vigueur dans votre État ou territoire, est-il prévu d’élaborer une législation en la matière ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 2. autorités compétentes chargées d’établir des ordonnances de protection nationales | |
| 2.1. Quelles sont les juridictions ou autorités compétentes pour rendre des ordonnances de protection ? (cochez toutes les cases applicables) | Juridictions familiales |
| Juridictions de compétence générale |
| Juridictions spécialistes des violences domestiques |
| Juridictions civiles |
| Juridictions pénales |
| Autorités administratives. |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Autorités policières |
| Autre |
| Précisez : Juges de paix, pour les ordonnances de protection d'urgence aux termes du Protection Against Family Violence Act |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |

|  |
| --- |
| **2.2 COORDONNÉES DE L’AUTORITÉ COMPÉTENTE CHARGÉE D’ÉTABLIR DES ORDONNANCES DE PROTECTION NATIONALES** |
| a. Organisation :  b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d. Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h. Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |
| --- |
| 2.3. coordonnées d’une autre autorité compétente chargée d’établir des ordonnances de protection nationales (le cas échéant) |
| Ajoutez des feuillets s’il existe plus de deux autorités compétentes désignées dans votre État ou territoire.  a. Organisation :  b. Adresse :  c. Étendue territoriale ou personnelle des fonctions, le cas échéant :  d. Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel :  g. Site web :  h. Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

|  |  |
| --- | --- |
| 2.4. organisations ou ORGANES prêtant assistance au demandeur | |
| Existe-t-il des organisations ou organes prêtant assistance aux demandeurs dans le cadre de l’introduction de demandes d’établissement d’une ordonnance de protection ?  (voir aussi l’annexe I) | * Oui. Précisez, en indiquant les coordonnées complètes : * Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 2.5. EXIGENCES LINGUISTIQUES RELATIVES AUX DEMANDES ADRESSées aux autorités compétentes (demandes d’établissement) | |
| 🞏 Les réponses aux questions de cette section sont identiques à celles de la partie IV, section 2.3 (le cas échéant, passez à la section suivante). | |
| Répondez pour chaque autorité compétente s’il en existe plusieurs dans votre État ou territoire (ajoutez des feuillets). | |
| a. Dans quelle langue doivent être rédigés les demandes et documents y afférents adressés à votre État ou territoire aux fins de l’établissement d’une ordonnance de protection ? | * Langue officielle de votre État ou territoire. Précisez : * D’autres langues sont acceptées. Précisez : |
| b. Si votre État ou territoire a plusieurs langues officielles et ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l’ensemble de l’État ou du territoire les documents établis dans l’une de ces langues, précisez la langue dans laquelle les documents doivent être rédigés ou traduits afin d’être présentés dans certaines parties de l’État ou du territoire. |  |

|  |  |
| --- | --- |
| 2.6. fonctionnement des autorités compétentes | |
| 🞏 Les réponses aux questions de cette section sont identiques à celles de la partie IV, section 2.4 (le cas échéant, passez à la section suivante). | |
| Répondez pour chaque autorité compétente s’il en existe plusieurs dans votre État ou territoire (ajoutez des feuillets). | |
| a. Quels sont les jours et horaires d’ouverture de l’autorité compétente ? | Jours d’ouverture :  Heure d’ouverture :  Heure de fermeture :  Périodes de fermeture (par ex.*,* jours fériés, fermeture du tribunal) : |
| b. Est-il possible de joindre l’autorité en dehors des heures d’ouverture en cas d’urgence ? | * Oui   Précisez les coordonnées auxquelles elle peut alors être contactée, si celles-ci diffèrent des précédentes :   * Non |

|  |  |
| --- | --- |
| **3. TYPOLOGIE ET CARACTÉRISTIQUES DES ORDONNANCES DE PROTECTION NATIONALES** | |
| 3.1. Quels sont les comportements visés par les ordonnances de protection dans votre État ou territoire ? (cochez toutes les cases applicables) | Communiquer ou prendre contact avec la personne protégée |
| en personne |
| par l’intermédiaire d’un tiers |
| par courrier |
| par courriel |
| par téléphone |
| par d’autres moyens |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Approcher ou se trouver physiquement à proximité de la personne protégée |
| Distance de sécurité ? - veuillez entrer le texte ici - |
| Harceler la personne protégée |
| Nuire à la personne protégée |
| Se tenir dans un certain rayon d’un lieu déterminé |
| Expliquez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Transmettre ou diffuser des données personnelles ou photos de la personne protégée |
| Posséder des armes |
| Comportements laissés à la discrétion du juge ou de l’autorité compétente selon le cas |
| Inciter des tiers à adopter des comportements à l’encontre de la personne protégée qui, s’ils étaient le fait du défendeur, seraient interdits par une ordonnance de protection |
| Autres comportements spécifiques |
| Précisez :  Protection Against Family Violence Act - Ordonnances de protection d'urgence :  Le paragraphe 2(3) prévoit le contenu d'une ordonnance de protection d'urgence. Le paragraphe 2(4) confère à la cour provinciale ou au juge de paix le pouvoir d'ordonner les modalités et conditions qu'il juge pertinentes.  Protection Against Familiy Violence Act - Ordonnances de protection :  Le paragraphe 4(2) prévoit le contenu d'une ordonnance de protection. |
| 3.2. À qui sont destinées les ordonnances de protection (quelles sont les personnes qui peuvent obtenir une protection) ? (cochez toutes les cases applicables) | Personnes mariées |
| Personnes divorcées |
| Personnes en instance de divorce |
| Femmes uniquement |
| Couples non mariés |
| Membres d’une famille |
| Colocataires |
| Enfants de la personne devant faire l’objet d’une protection |
| Autres parents de la personne devant faire l’objet d’une protection |
| Personnes n’entretenant aucune relation intime et ne vivant pas sous le même toit (par ex., dans certains cas de harcèlement obsessionnel) |
| Autres personnes |
| Précisez : Une ordonnance d'interdiction peut être obtenue en matière familiale [traduction] « par une personne à l'encontre d'une autre personne avec laquelle elle a vécu une relation d'interdépendance (alinéa 12.2(i) des Alberta Rules of Court). Les ordonnances d'interdiction de nature civile peuvent être obtenues relativement à [traduction] « une question interpersonnelle » (voir la définition d’une « ordonnance d’interdiction » au paragraphe 13.37(1) des Alberta Rules of Court). |
| 3.3. À l’encontre de quelles personnes des ordonnances de protection peuvent-elles être rendues ? (cochez toutes les cases applicables) | Auteur ou auteur présumé |
| Membres de la famille de l’auteur principal ou présumé |
| Autres personnes |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 3.4. Indiquez qui, dans votre État ou territoire, est habilité à demander une ordonnance de protection ou engager une procédure en vue de son établissement (cochez toutes les cases applicables). | La personne devant faire l’objet d’une protection (victime ou victime présumée qui sera protégée par l’ordonnance) |
| Membre(s) de la famille de la personne devant faire l’objet d’une protection |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Procureur |
| Officiers de police |
| Juge *ex officio* |
| Autre autorité ou fonctionnaire public |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Autre personne plaidant en faveur de la personne devant faire l’objet d’une protection |
| Précisez : Les personnes désignées (selon l’article 3 du règlement, un agent de la paix, une personne autorisée par un service de police ou un employé des services d’intervention auprès des enfants, un directeur désigné en vertu de l’article 129 du Child, Youth and Family Enhancement Act, une personne autorisée par le ministre des Services à l’enfance) peuvent présenter une demande par téléphone à un juge de paix 24 heures sur 24 dans le but d’obtenir une ordonnance de protection d’urgence. |
| Autre |
| Précisez : Une personne ayant obtenu l'autorisation de la cour peut présenter une demande d'ordonnance de protection au nom d'un demandeur (paragraphe 6(2) du Protection Against Family Violence Act). |
| 3.5. Si possible, indiquez les actes ou actes présumés pouvant donner lieu à des ordonnances de protection (cochez toutes les cases applicables). | Violences domestiques et familiales |
| Agression sexuelle |
| Violence dans les fréquentations |
| Harcèlement obsessionnel |
| Mariage forcé |
| « Crimes d’honneur » |
| Traite des êtres humains |
| Autres comportements criminels ou préjudiciables |
| Autres comportements / situations |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 3.6. D’autres paramètres, directement ou indirectement liés à la sécurité immédiate de la personne protégée, peuvent-ils figurer sur les ordonnances de protection ? | Oui |
| Dispositions octroyant des aliments à titre temporaire |
| Dispositions attribuant la garde temporaire d’un enfant |
| Protection des biens |
| Dispositions obligeant l’auteur à se faire soigner |
| Compensation pécuniaire du préjudice subi par la personne protégée |
| Saisie des biens du défendeur |
| Autre |
| Précisez : Voir les articles 2 et 4 du Protection Against Family Violence Act :  - remboursement de pertes monétaires;  - octroyer à l'une ou l'autre des parties la possession temporaire de biens personnels;  - interdire à l'une ou l'autre des parties de prendre, convertir, endommager ou s'occuper autrement des biens dans lesquels l'autre partie peut avoir un intérêt;  - obliger le défendeur à participer à des séances de counseling;  - autoriser le demandeur à obtenir des services de counseling pour un enfant sans le consentement du défendeur. |
| Non |
| 3.7. Précisez si dans votre État ou territoire, les ordonnances de protection (qui *ne* sont *pas* de nature provisoire ou d’urgence) (cochez toutes les cases applicables) : | ont une durée minimale |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| ont une durée maximale |
| Précisez : Le paragraphe 7(1) du Protection Against Family Violence Act précise qu'une ordonnance de protection doit être accordée pour une durée établie que le juge estime pertinente dans les circonstances. La durée de l'ordonnance ne peut dépasser un an, bien qu'elle puisse, par ordonnance, être reconduite pour d'autres périodes d'au plus un an à la fois. |
| ont une durée déterminée |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| ont une durée laissée à la discrétion des autorités judiciaires et autres autorités compétentes les établissant |
| sont renouvelables |
| Précisez : Voir la discussion ci-dessus concernant l'article 7 du Protection Against Family Violence Act. La durée d'une ordonnance d'interdiction est fixée par le tribunal. En règle générale, elles expirent six mois ou un an après la date à laquelle elles ont été rendues, selon les circonstances.  Qu'elles soient rendues ex parte ou avec signification à l'intimé, les ordonnances d'interdiction sont accordées pour une durée laissée à la discrétion de la Cour. Il est possible d'obtenir une ordonnance d'interdiction permanente dans de rares circonstances limitées. |
| ne sont pas renouvelables |
| Précisez  - veuillez entrer le texte ici - |
| sont établies à vie ou ont une durée indéterminée |
| 3.8. En général, quel est le délai entre l’introduction de la demande et l’établissement de l’ordonnance finale (appels exclus) ? | Moins de 24 heure |
| Entre 2 et 3 jours |
| Moins d’une semaine |
| Entre 1 et 4 semaines |
| Entre 4 et 6 semaines |
| Autre |
| Précisez : Protection Against Family Violence Act : un juge de la Cour du Banc de la Reine doit revoir les ordonnances de protection d'urgence dans les neuf jours ouvrables suivant leur délivrance (paragraphe 2(6)).  Une demande directe d'ordonnance de protection du Banc de la Reine peut aussi être déposée aux termes de l'article 4. La règle générale est que le défendeur doit recevoir un avis de la demande au moins dix jours avant l'audition.  L'ordonnance d'interdiction :  Pour ce qui est des ordonnances d’interdiction, la demande peut être présentée avec préavis au défendeur. Elle peut aussi l’être sans que le défendeur n’en soit avisé (ex parte) si le tribunal est convaincu que cela est nécessaire ou que la signification d’un avis de demande pourrait causer un préjudice indu au demandeur (voir la règle 6.4 des Alberta Rules of Court). Si le défendeur n’a pas été avisé, l’ordonnance d’interdiction est provisoire et le tribunal doit la réexaminer une fois que le défendeur en a reçu signification – habituellement deux semaines après la demande ex parte initiale – afin que le défendeur puisse répondre à la demande.  Si un préavis de la demande d'ordonnance d'interdiction est donné au défendeur, règle générale, il doit être de dix jours. Cependant, lorsqu'une instance est déjà amorcée, il est possible d'utiliser une demande relevant du droit de la famille et dans un tel cas, le préavis est alors de cinq jours. |

|  |  |
| --- | --- |
| 3.9. Votre État ou territoire propose-t-il des ordonnances de protection considérées comme provisoires ou d’urgence (par opposition à celles ayant un caractère plus permanent) ? | Oui |
| Décrivez les caractéristiques principales de ces ordonnances, en donnant des informations sur le moment où le défendeur est informé et a la possibilité d’être entendu et / ou de contester l’ordonnance, et sur la durée d’effet de ces ordonnances : Une ordonnance de protection d'urgence (OPU) peut être accordée afin d'assurer une protection immédiate si le juge ou le juge de paix estime : qu'il y a eu violence conjugale, que le demandeur a des raisons de croire que le défendeur continuera ou recommencera des actes de violence familiale et qu'en raison de la gravité ou de l'urgence de la situation, l'ordonnance devrait être accordée afin d'assurer la protection immédiate du demandeur et d'autres membres de la famille qui vivent avec lui. Il est important de faire en sorte que la personne qui demande l'OPU en fournisse copie à la police. La police signifiera l'OPU au défendeur et saisira la durée et les conditions de l'OPU dans la base de données du Centre d'information de la police canadienne.  Pour ce qui est des ordonnances d’interdiction, la demande peut être présentée avec préavis au défendeur. Elle peut aussi l’être sans que le défendeur n’en soit avisé (ex parte) si le tribunal est convaincu que cela est nécessaire ou que la signification d’un avis de demande pourrait causer un préjudice indu au demandeur (voir la règle 6.4 des Alberta Rules of Court). Si le défendeur n’a pas été avisé, l’ordonnance d’interdiction est provisoire et le tribunal doit la réexaminer une fois que le défendeur en a reçu signification – habituellement deux semaines après la demande ex parte initiale – afin que le défendeur puisse répondre à la demande. |
| Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 4. possibilité pour les visiteurs d’obtenir une ordonnance de protection dans votre état ou territoire | |
| Une personne ayant besoin d’une protection lorsqu’elle se rend dans votre État ou territoire à titre temporaire peut-elle obtenir une ordonnance de protection pour la durée de son séjour ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |

|  |  |
| --- | --- |
| 5. critères de compétence et loi applicable aux ordonnances de protection dans votre état ou territoire | |
| 5.1. Précisez sur quels critères les autorités nationales peuvent fonder leur compétence pour établir des ordonnances de protection (cochez toutes les cases applicables). | Présence physique dans l’État ou territoire de la personne sollicitant une protection |
| Présence physique future dans l’État ou territoire de la personne sollicitant une protection |
| Présence physique du défendeur dans l’État ou territoire |
| Autre : |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Commentaires : Il n'y a pas d'exigence de résidence. Il appartient à la Cour de trancher selon les faits de chaque cause. |
| 5.2. Précisez quelle sera la loi applicable à l’établissement d’une ordonnance de protection dans votre État ou territoire. | Loi du for |
| Autre loi |
| Précisez, en indiquant les règles de conflit de lois applicables :  - veuillez entrer le texte ici - |

|  |  |
| --- | --- |
| 6. informations nécessaires à l’introduction de demandes d’établissement d’ordonnances de protection nationales | |
| 6.1. Votre État ou territoire dispose-t-il d’un formulaire obligatoire ou recommandé pour les demandes d’établissement d’ordonnances de protection ? | * Oui, le formulaire d’établissement standard publié par la Conférence de La Haye |
| Oui |
| Joignez un exemplaire de ce formulaire et / ou donnez le lien vers un site web où il peut être téléchargé :  Demande sans avis à l'autre partie  Ordonnance de protection d'urgence contre un membre de la famille  http://www.albertacourts.ab.ca/forms/cts3755.pdf  Ordonnance d'interdiction à l'encontre d'un conjoint, d'un ex-conjoint ou d'une personne avec qui vous avez vécu une relation d'interdépendance  http://www.albertacourts.ab.ca/fjs/selfhelp/forms-not-family-law-act/FJS\_Family\_Rest\_Order\_No\_Notice\_12.pdf  Demande avec avis à l’autre partie  Ordonnance de protection à l’encontre un membre de la famille  http://www.albertacourts.ab.ca/fjs/selfhelp/forms-not-family-law-act/FJS\_QB\_Protection\_Order\_12.pdf  Ordonnance d’interdiction à l’encontre d’un conjoint(e), ex-conjoint(e) ou une personne avec laquelle elle a vécu une relation d’interdépendance  http://www.albertacourts.ab.ca/fjs/selfhelp/forms-not-family-law-act/FJS\_Family\_Rest\_Order\_On\_Notice\_12.pdf |
| Non |
| 6.2. Quelles sont les informations requises dans le cadre d’une demande d’établissement d’une ordonnance de protection ? | Concernant le demandeur :   * Nom et prénom * Date et / ou lieu de naissance * Numéro d’identification personnel (tel que numéro de sécurité sociale ou numéro de passeport) * Adresse postale * Téléphone, courriel et autres coordonnées * Nationalité(s) * Autre. Précisez :   Concernant le défendeur :   * Nom et prénom * Date et / ou lieu de naissance * Numéro d’identification personnel (tel que numéro de sécurité sociale ou numéro de passeport) * Adresse postale * Téléphone, courriel et autres coordonnées * Nationalité(s) * Autre. Précisez :   Autres informations :  Précisez : |
| 6.3. Quels sont les documents requis dans le cadre d’une demande d’établissement d’une ordonnance de protection ? Précisez. | Protection Against Family Violence Act :  Ordonnances de protection d'urgence : demande d'ordonnance de protection d'urgence  Ordonnances de protection du Banc de la Reine : demande originale et questionnaire  Ordonnances d'interdiction : demande originale et affidavit ou déclaration |
| 6.4. Votre État ou territoire accepte-t-il les demandes et documents y afférents transmis par voie électronique ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 7. DEMANDES DE MODIFICATION D’ordonnances de protection | |
| 7.1. Outre les exigences relatives au contenu de la demande énoncées à la section 6.2, quelles sont les informations requises aux fins du traitement d’une demande de modification d’une ordonnance de protection établie dans votre État ou territoire ? | Concernant le demandeur :  Précisez :  Concernant le défendeur :  Précisez : |
| 7.2. Quels sont les documents requis dans le cadre d’une demande de modification d’une ordonnance de protection établie dans votre État ou territoire (cochez toutes les cases applicables) ? | Texte intégral de l’ordonnance de protection existante |
| Autres documents |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 7.3. Pour quels motifs une demande peut-elle être introduite aux fins de la modification d’une ordonnance de protection établie dans votre État ou territoire (cochez toutes les cases applicables) ? | Changement de situation de la personne protégée justifiant la modification |
| Changement de situation de la personne à l’origine du risque justifiant la modification |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 7.4. Votre État ou territoire dispose-t-il d’un formulaire obligatoire ou recommandé pour les demandes de modification d’ordonnances de protection ? | * Oui, le formulaire de modification standard publié par la Conférence de La Haye |
| Oui |
| Joignez un exemplaire de ce formulaire et / ou donnez le lien vers un site web où il peut être téléchargé :  - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| 7.5. Votre État ou territoire accepte-t-il les demandes et documents y afférents transmis par voie électronique ? | Oui |
| Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 8. DROITS DU Défendeur | |
| Répondez aux questions de cette section concernant les régimes d’ordonnances de protection de votre État ou territoire qui ne sont pas considérées comme provisoires ou d’urgence (couvertes par la section 3.9., ci-avant). | |
| 8.1 Le défendeur a-t-il la possibilité d’être entendu dans le cadre de la procédure liée à l’ordonnance de protection dans votre État ou territoire ? | Oui, systématiquement |
| Cela dépend des affaires. C’est le juge ou l’autorité en charge de chaque affaire qui en décide |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |

|  |  |
| --- | --- |
| 8.2 Le défendeur est-il informé de l’établissement ou de la modification d’une ordonnance de protection ? | Oui |
| Non |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |
| 8.3 Décrivez tout autre aspect important des droits du défendeur. | Le demandeur doit donner avis et signification au défendeur et ce dernier doit être informé de toute ordonnance modifiée ou nouvelle. |

|  |  |
| --- | --- |
| **9. DROITS DU DEMANDEUR ET SERVICES SUPPLÉMENTAIRES** | |
| 9.1. La personne sollicitant une protection a-t-elle la possibilité d’être entendue dans le cadre de la procédure liée à l’ordonnance de protection dans votre État ou territoire ? | Oui, systématiquement |
| Cela dépend des affaires. C’est le juge ou l’autorité en charge de chaque affaire qui en décide |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| 9.2. La personne protégée (ou son représentant) est-elle informée de l’établissement ou de la modification d’une ordonnance de protection ? | Oui |
| Non |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |
| 9.3. Des services d’aide sont-ils proposés aux victimes de violences domestiques ou d’autres crimes / comportements dans votre État ou territoire (par ex. tels que ceux décrits à la section 3.5. ci-avant) ? | Oui. Renseignez l’annexe I en décrivant les services et en donnant leurs coordonnées |
| Non |
| S’ils existent, ces services sont-ils également accessibles aux non-ressortissants et aux non-résidents (par ex. aux étrangers) ? | Oui |
| Non |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |

|  |  |
| --- | --- |
| 10. INSTRUMENTS BILATéraux, régionaux et internationaux traitant des ordonnances de protection en général[[6]](#footnote-6) | |
| 10.1. Énumérez les instruments bilatéraux, régionaux et internationaux ou mécanismes de coopération ayant trait aux ordonnances de protection en général qui lient ou lieront votre État ou territoire : | - veuillez entrer le texte ici - |
| 10.2. Donnez des liens vers les sites web correspondants, le cas échéant : | - veuillez entrer le texte ici - |
| 10.3. Commentez les caractéristiques particulières éventuelles de ces instruments ou mécanismes de coopération visant à protéger rapidement les personnes en danger en contexte transfrontière : | - veuillez entrer le texte ici - |

partie VI : autres informations générales sur les ordonnances de protection NATIONALES, Et reconnaissance et exécution DES ordonnances de protection étrangères

|  |  |
| --- | --- |
| 1. représentation et assistance juridiques | |
| * 1. Une représentation juridique est-elle requise dans le cadre d’une procédure concernant une ordonnance de protection nationale ou aux fins de la reconnaissance et de l’exécution d’une ordonnance de protection rendue à l’étranger ? | Oui |
| Non |
| Elle n’est pas requise, mais recommandée |
| Commentaires : Un demandeur peut se représenter lui-même, retenir les services de l'avocat de son choix ou se prévaloir de l'aide d'un avocat de l'aide juridique ou de l'avocat d'office. |
| * 1. Si une représentation juridique est requise, d’autres personnes que les avocats peuvent-elles représenter les parties ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| * 1. Une assistance juridique gratuite ou à tarif réduit est-elle proposée aux demandeurs dans le cadre d’une demande d’établissement d’une ordonnance de protection ou aux fins de sa reconnaissance et de son exécution dans votre État ou territoire ? | Oui, une assistance gratuite est proposée |
| Oui, une assistance à tarif réduit est proposée |
| Non |
| Commentaires : Voir la réponse à 1.1. La Legal Aid Society of Alberta a des critères d'admissibilité : http://www.legalaid.ab.ca/help/Pages/default.aspx |
| * 1. Si une assistance juridique gratuite ou à tarif réduit n’est pas proposée, par quels autres moyens votre État ou territoire aide-t-il les demandeurs sur le plan financier ? | Il existe un système de coûts exigeant une participation du défendeur |
| Assistance juridique bénévole |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Rien n’est prévu dans ce sens |
| * 1. Une assistance juridique gratuite ou à tarif réduit est-elle proposée aux défendeurs ? | Oui, une assistance gratuite est proposée |
| Oui, une assistance à tarif réduit est proposée |
| Non |
| * 1. Indiquez selon quels critères l’assistance juridique gratuite ou à tarif réduit est proposée. | Revenus du demandeur |
| Précisez : Voir la référence ci-dessus (section 1.3) aux critères d'admissibilité à l'aide juridique |
| Biens du demandeur |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Âge du demandeur |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Pays de résidence du demandeur |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Probabilité que la demande aboutisse |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| * 1. Quels frais sont couverts par l’assistance juridique gratuite ou à tarif réduit ? | Traduction |
| Interprétation |
| Notification d’actes |
| Honoraires des tribunaux |
| Honoraires des avocats |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| * 1. Votre État ou territoire dispose-t-il d’un formulaire obligatoire ou recommandé pour les demandes d’assistance juridique gratuite ou à tarif réduit ? | Oui |
| Joignez un exemplaire de ce formulaire et / ou donnez le lien vers un site web où il peut être téléchargé : L'information sur la présentation de demandes d'aide juridique est disponible à l'adresse suivante : http://www.legalaid.ab.ca/help/AccessingLAA/Pages/AccessingLAA.aspx |
| Non |
| 1.9. Votre État ou territoire accepte-t-il les demandes et documents y afférents transmis par voie électronique ? | Oui |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |

|  |  |
| --- | --- |
| 2. contestation / Appel | |
| * 1. Est-il possible de contester l’établissement d’une ordonnance de protection nationale ou la reconnaissance et / ou l’exécution d’une ordonnance de protection étrangère ? | Oui |
| Précisez combien de degrés d’appels existent et auprès de quelles juridictions ou autorités les appels doivent être formés : Il peut être interjeté appel des ordonnances de la Cour du Banc de la Reine à la Cour d'appel de l'Alberta. Les décisions de la Cour d'appel de l'Alberta sont portées en appel devant la Cour suprême du Canada. |
| Non |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |
| * 1. Qui peut engager la procédure en appel ? | Demandeur ou défendeur |
| Autre |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| * 1. Pour quels motifs un appel peut-il être formé ? Précisez. | Il n'y a pas de droit d'appel d'origine législative dans le Protection Against Family Violence Act. Les règles de la Cour établissent le processus pour interjeter appel à la Cour d'appel. Les règles n'exigent pas des « motifs » d'appel particuliers. |
| * 1. Une autorisation est-elle requise afin de faire appel ? | Oui |
| Non |
| Dans certaines circonstances |
| Précisez : La partie 14 des Rules of Court (Appeal Rules) renferment des dispositions prévoyant la nécessité d'obtenir l'autorisation d'en appeler, mais ces dispositions ne se rapportent pas aux appels visant des ordonnances de protection ou d'interdiction. |
| * 1. Est-il possible de suspendre l’établissement d’une ordonnance de protection nationale ou la reconnaissance et / ou l’exécution d’une ordonnance de protection étrangère dans l’attente d’un appel ? | Oui, l’ordonnance, la reconnaissance et l’exécution sont *automatiquement* suspendues en cas d’appel |
| Oui, l’ordonnance, la reconnaissance et l’exécution peuvent être suspendues en cas d’appel à la demande de l’une des parties |
| Oui, l’ordonnance, la reconnaissance et l’exécution peuvent être suspendues en cas d’appel à la demande de l’une des parties et sur décision du juge ou de l’autorité |
| Précisez : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| Commentaires : - veuillez entrer le texte ici - |
| * 1. La formation de l’appel est-elle soumise à un délai ? | Oui |
| Délai : Un mois après la date de la décision de la Cour. |
| Date à compter de laquelle s’applique le délai (par ex. date de l’ordonnance, date de notification de l’ordonnance aux parties, *etc*.) : - veuillez entrer le texte ici - |
| Non |
| * 1. En général, en combien de temps les appels sont-ils formés et jugés ? | Moins d’un mois |
| Entre 1 et 3 mois |
| Plus de 3 mois |
| Commentaires : Cela dépend du dossier. Des dispositions dans la partie 14 des Rules of Court permettent de traiter des appels « en mode accéléré » |

**ANNEXE I**

|  |
| --- |
| services d’aide aux victimes de violences domestiques et d’autres comportements criminels ou préjudiciables (voir par ex. la partie V, Section 3.5) dans votre état ou territoire |
| Ajoutez des feuillets s’il existe plus de trois organisations proposant des services d’aide aux victimes dans votre État ou territoire. |
| 1. coordonnées d’une organisation proposant des services d’aide |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Description des services proposés : - veuillez entrer le texte ici - |
| c. Adresse :  d. Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel : |
| g. Site web : - veuillez entrer le texte ici - |
| h. Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |
| 2. coordonnées d’une autre organisation proposant des services d’aide |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Description des services proposés : - veuillez entrer le texte ici - |
| c. Adresse :  d. Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel : |
| g. Site web : - veuillez entrer le texte ici - |
| h. Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |
| 3. coordonnées d’une autre organisation proposant des services d’aide |
| a. Organisation : - veuillez entrer le texte ici - |
| b. Description des services proposés : - veuillez entrer le texte ici - |
| c. Adresse :  d. Téléphone :  e. Fax :  f. Courriel : |
| g. Site web : - veuillez entrer le texte ici - |
| h. Personne(s) à contacter :  i. Langue(s) : |

1. Conclusion et Recommandation No 9 des Conclusions et Recommandations du Conseil sur les affaires générales et la politique de la Conférence (du 9 au 11 avril 2013) (disponibles sur le site web de la Conférence de La Haye, à l’adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, sous les rubriques « Travaux en cours » puis « Affaires générales »). [↑](#footnote-ref-1)
2. Par exemple, dans le cadre de la *Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* (Profil établi lors des négociations ayant conduit à l’adoption de la Convention), de la *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* et de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants* (disponibles sur le site web de la Conférence de La Haye, à l’adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, sous la rubrique « Conventions »). [↑](#footnote-ref-2)
3. « Questionnaire sur la reconnaissance et l’exécution des ordonnances de protection rendues par des juridictions civiles étrangères », Doc. prél. No 4 A de novembre 2012 à l’attention du Conseil d’avril 2013 sur les affaires générales et la politique de la Conférence (disponible sur le site web de la Conférence de La Haye, à l’adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, sous les rubriques « Travaux en cours » puis « Affaires générales »). [↑](#footnote-ref-3)
4. Les zones surlignées en gris foncé pourraient être utilisées en vertu d’une éventuelle Convention ou de mécanismes de coopération internationale portant sur les ordonnances de protection. [↑](#footnote-ref-4)
5. Y compris l’application ou la menace de sanctions pour la violation ou la violation présumée d'une ordonnance de protection. [↑](#footnote-ref-5)
6. Par ex., la *Convention du Conseil de l’Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique* (adoptée le 7 avril 2011). L’art. 53(1) de cette Convention impose à l’ensemble des États parties de faire en sorte que « des ordonnances d’injonction ou de protection appropriées soient disponibles pour les victimes de toutes les formes de violence couvertes par le champ d’application de la […] Convention ». [↑](#footnote-ref-6)